



107 boulevard de Magenta 75010 PARIS
Tél. : (33-1) 44 61 03 25 - Fax : (33-1) 44 61 03 20
<http://survie.org>
contact@survie.org

Burkina Faso : des imposteurs valident la nouvelle imposture électorale de Blaise Compaoré

Communiqué, le 26 novembre 2010

Alors que le Burkina Faso vient de connaître une des pires parodies électorales de son histoire, la France et l'Union Européenne observent un silence complaisant et laissent des observateurs illégitimes valider le sacre d'un des meilleurs gardiens des intérêts français dans la sous-région.

Blaise Compaoré, qui a renversé Thomas Sankara en 1987 avec la bienveillance de la France puis a installé son régime dans la répression des journalistes et opposants, se succède à lui-même en remportant la pseudo-élection présidentielle du 21 novembre dernier. Une nouvelle fois, cette élection est entachée d'irrégularités. Le tribunal administratif, saisi par les partis d'opposition, a jugé non conforme au code électoral la carte d'électeur. La suite sera donnée par le Conseil Constitutionnel qui pourra décider d'annuler le scrutin. Sentant que l'élection était jouée d'avance, seule la moitié des 7 millions d'électeurs potentiels s'était inscrite sur les listes électorales, et seulement 1,7 millions d'entre eux se sont rendus aux urnes. Cette mascarade prend une signification d'autant plus particulière que Blaise Compaoré entend modifier la constitution pour pouvoir se représenter indéfiniment à la présidence, à l'instar de son ami camerounais Paul Biya. C'est pourtant sans complexe que le président du Burkina Faso va endosser ce dimanche son costume de médiateur pour aller donner des leçons de paix et de démocratie aux Ivoiriens lors du deuxième tour de la présidentielle, alors que par ailleurs des soupçons de soutien matériel aux rebelles pèsent sur lui.

Après avoir hypocritement célébré le cinquantenaire des indépendances de ses anciennes colonies d'Afrique subsaharienne, la France ne s'émeut nullement de cette situation, pas plus que lors des récentes successions dynastiques au Gabon et au Togo. Rappelons au contraire qu'elle n'a eu de cesse d'accompagner le régime en place, par exemple en augmentant régulièrement son aide budgétaire aux autorités burkinabè (4 millions d'euros en 2008 contre les 2,5 provisionnés, et 19,5 millions sur la période 2009-2011). Le nouvel ambassadeur de France dans le pays est sans doute plus préoccupé par les questions sécuritaires que par les questions démocratiques: le général quatre étoiles Emmanuel Beth, routier des bases africaines de l'armée française et frère du commandant des troupes d'élites du COS (Commandement des Opérations Spéciales), a été nommé à Ouagadougou cet été, juste en amont du discret redéploiement de troupes françaises dans le pays au titre de la « lutte contre le terrorisme ».

L'Union Européenne n'a pu envoyer d'observateurs, une place vite prise par l'Observatoire Européen pour la Démocratie et le Développement (OEDD). Cette fumeuse association, cofondée entre autres par Pierre Messmer, a envoyé sur place une douzaine d'observateurs qui disent avoir constaté « *le sérieux, la courtoisie, la discipline, l'ordre et la maturité* » des Burkinabè lors du scrutin, alors que seuls les représentants du candidat Compaoré et les forces de l'ordre étaient présents dans les bureaux de vote visités. Dans cette délégation « européenne » composée aux trois-quarts de Français, souvent liés aux réseaux français, on retrouve notamment Jacques Godfrain (ancien ministre de la Coopération de Jacques Chirac), Jacques Perget (général français, contrôleur général des armées), Françoise Casano (Vice-Présidente des Femmes de l'UMP), Michel Voisin (député UMP, Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées), Fouad Benhalla (Président de Havas Médias International, lié au groupe Bolloré).

L'association Survie dénonce le soutien officieux des autorités françaises et l'absence de réactions des autorités européennes à la tacite reconduction de la dictature de Compaoré. Survie dénonce également cette parodie d'observation qui ne vise qu'à offrir une légitimité usurpée à un chef d'Etat criminel.

Contact presse :

Stéphanie Dubois de Prisque, chargée de communication

stephanieduboisdeprisque@survie.org

Tél. : 01 44 61 03 25